



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 18 février 2013

6574/13

CES 5

NOTE

du:	Secrétariat général du Conseil
aux:	délégations
Objet:	Compte rendu sommaire de la 600^e réunion du bureau et de la 487^{ème} session plénière du Comité économique et social européen (CESE) , tenues à Bruxelles les 12, 13 et 14 février 2013

La réunion du bureau et la session plénière ont été présidées par M. NILSSON (GR III, SE).

I. BUREAU

Point 2 de l'ordre du jour
Communication du président

M. NILSSON (GR III, SE) a exprimé sa préoccupation concernant l'accord sur le cadre financier pluriannuel conclu lors de la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013. Il a qualifié cet accord de décevant et a rappelé sa déclaration du 8 février à ce sujet. Il a indiqué qu'il avait l'intention de discuter cette question avec la Commission et le Conseil à l'occasion des interventions de M. BARROSO et de la présidence irlandaise (Ms CREIGHTON) pendant la plénière.

Point 3 de l'ordre du jour
Travaux du Comité
Organisation des travaux de la session plénière

Concernant l'avant-projet d'ordre du jour de la session de mars 2013, le secrétaire général adjoint a indiqué que M. VALCAREL SISO, président du Comité des régions, et M. OETTINGER, membre

de la Commission européenne en charge de l'énergie, ont été invités à intervenir (sous réserve de confirmation de leur participation).

Point 6 de l'ordre du jour

Questions budgétaires

Le président du groupe budgétaire M. KRAWCZYK (GR I, PL) a présenté la synthèse de la réunion du groupe budgétaire du 4 février 2013, en évoquant notamment l'état d'avancement de la réforme du statut financier des membres. Des informations supplémentaires ont été données à ce sujet par M. NILSSON, suivies par des commentaires des présidents des trois groupes MM. DASSIS (GR II, EL), MALOSSE (GR I, FR) et JAHIER (GR III, IT). Ils ont réitéré leur conviction du bien-fondé de la demande du CESE, en soulignant qu'elle ne comportait pas d'augmentation budgétaire. M. JAHIER a souligné que tous les documents demandés par le Conseil ont été fournis et a regretté que le Conseil n'était toujours pas parvenu à une décision. M. DASSIS a appelé à entreprendre des contacts encore plus actifs avec les Représentants permanents, surtout ceux des Etats membres qui semblent réservés au sujet de la réforme du statut financier.

Concernant la procédure de décharge 2011 sur le budget du CESE, M. KRAWCZYK a indiqué l'excellente coopération avec le comité de contrôle budgétaire du Parlement européen (CONT).

M. WILMS (GR II, DE), président du sous-groupe pour la préparation du budget 2014, a informé le bureau des travaux réalisés par le groupe budgétaire pour la préparation du budget 2014 en vue de l'adoption du projet d'état prévisionnel lors de sa réunion de mars.

Point 8 de l'ordre du jour

Questions administratives

Fin de mandat du Secrétaire général et renouvellement possible

Le Bureau a examiné cette question à huis clos.

II. SESSION PLENIERE

Point 5 de l'ordre du jour

Intervention de M. José Manuel BARROSO, Président de la Commission européenne, sur le thème "Une croissance durable pour une Europe plus forte"

M. BARROSO a prononcé le discours repris dans l'annexe I.

Lors des interventions des représentants des trois groupes, l'accent a été clairement mis sur la portée de l'accord sur le cadre financier pluriannuel qui a été atteint lors du Conseil européen des 7 et 8 février. M. BARROS VALE (GR I, PT) a estimé que les ressources qui seront mises à la disposition de l'Union européenne suite à cet accord seront insuffisantes pour la poursuite de la réalisation du projet européen et a appelé à davantage de courage et de responsabilité, afin de construire une Europe plus forte au service des citoyens. M. DASSIS (GR II, EL) a abondé dans le même sens, en regrettant les égoïsmes nationaux actuels et en soulignant le fait que c'est les plus faibles qui supporteront le plus les conséquences des coupes budgétaires. M. JAHIER (GR III, IT) a soutenu cette approche et a qualifié l'accord budgétaire de "désastre", en appelant à se rendre mieux compte des coûts de la "non-Europe" et de renégocier cet accord.

Les intervenants individuels ont également exprimé leur déception de l'accord budgétaire (M. TRINDADE (GR II, PT), Mme MORRICE (GR III, IE), Mme TEDER (GR I, EE)). Quelques autres sujets ont été également soulevés, notamment la piraterie maritime (Mme BREDIMA (GR I, EL)), la sortie de crise et la situation au Portugal (M. TRINDADE (GR II, PT)), la lutte contre le chômage et la pauvreté et le rôle du programme "Erasmus" (Mme MORRICE (GR III, IE)), le besoin des petites et moyennes entreprises de moins de réglementation et de plus de coopération (Mme TEDER (GR I, EE)).

Dans son intervention en réponse, M. BARROSO a indiqué comprendre l'insatisfaction des membres du CESE et la partager, en soulignant que c'était toutefois le seul compromis possible. Il a néanmoins souligné que les conclusions du Conseil européen comportaient un engagement de flexibilité budgétaire, un élément nécessaire et positif, selon lui. M. BARROSO a également fait part de sa compréhension des difficultés des pays qui mettent en œuvre des programmes d'ajustement, en indiquant le caractère inévitable de ceux-ci. Il a également indiqué que des engagements sont pris déjà concernant la lutte contre la piraterie maritime, que les efforts pour la sortie de la crise devraient se poursuivre malgré les évolutions récentes plutôt encourageantes et que dans ce contexte le CESE avait tout son rôle de représentant de la société civile.

ÉLABORATION DES AVIS DU COMITÉ SELON LA PROCÉDURE AVEC DÉBAT

Point 7 de l'ordre du jour

SC/036

Financement des partis politiques européens

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes

COM(2012) 499 final -2012/0237 COD

CESE920/2013 fin -2012/0237 COD

Rapporteur: M. Henri MALOSSE (GR I, FR)

Corapporteurs: M. Georgios DASSIS (GR II, EL)

M. Luca JAHIER (GR III, IT)

Dans le cadre d'une procédure de consultation facultative, les rapporteurs (présidents des trois groupes) ont exprimé un avis globalement positif, en lançant néanmoins une mise en garde contre l'octroi de privilèges excessifs aux partis politiques européens et aux fondations politiques européennes au détriment des ONG et des associations européennes. Ils ont insisté sur la nécessité de garantir un soutien adéquat aux organisations de la société civile européenne. Les rapporteurs ont critiqué la proposition de la Commission européenne de financer les partis européens dès lors qu'ils disposent d'au moins un député au Parlement européen. Ils ont proposé de se référer à cet égard aux modalités des initiatives citoyennes européennes et de prévoir plutôt un seuil d'un million de voix aux élections européennes comme condition nécessaire pour bénéficier d'un financement.

Avis adopté par 155 voix pour, 1 voix contre et 6 abstentions.

Point 20 de l'ordre du jour

Intervention de M. Vitor CONSTÂNCIO, Vice-président de la Banque Centrale Européenne, sur la situation bancaire et la gouvernance de l'UE

Dans son intervention, M. CONSTÂNCIO a souligné l'importance particulière du secteur bancaire pour la reprise économique et la sortie de la crise, le secteur bancaire européen étant quatre fois plus grand que celui des Etats-Unis. Il a rappelé que fin 2011 le secteur bancaire était sous pression au niveau des liquidités et que la Banque Centrale Européenne avait entrepris des mesures politiques concrètes afin de le soutenir, dans le but de la poursuite du financement de l'économie européenne. M. CONSTÂNCIO a indiqué que depuis cette période les indicateurs financiers sont à la hausse et l'environnement du secteur bancaire est amélioré. Il s'est félicité que des pays comme l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie soient en train de retrouver l'accès aux marchés financiers pour se

financer eux-mêmes, en mettant toutefois en garde que la situation reste fragile malgré l'amélioration des conditions depuis juillet 2012.

M. CONSTÂNCIO a noté que la confiance de la part des marchés financiers était revenue et le secteur bancaire européen était en voie de stabilisation aussi grâce à la décision de mettre en place une union bancaire et un mécanisme unique de surveillance. Il a souligné dans ce contexte qu'en 2013 devraient se poursuivre le développement institutionnel à cet égard et en a évoqué les principaux éléments, objectifs et défis.

Lors de l'échange de vues, le président M. NILSSON s'est félicité de l'amélioration de la situation sur les marchés financiers et dans le secteur bancaire intervenue dernièrement et a salué le travail de la Banque Centrale Européenne, tout en regrettant que les décisions au niveau européen tardaient à venir parfois et que la situation des pays non membres de la zone euros n'étaient pas toujours suffisamment pris en compte. Les intervenants ont exprimé des opinions allant dans le même sens. M. CEDRONE (GR II, IT) s'est félicité que la Banque Centrale Européenne ait fait des efforts au sujet des liquidités manquantes aux banques européennes et renfloué ces dernières, en regrettant que, en même temps, c'est aux citoyens européens de supporter les conséquences de l'austérité. M. TRIAS PINTO (GR III, ES) a appelé à davantage d'écoute de la société civile, M. SARTORIUS ALVAREZ DE BOHORQUES (GR I, ES) a regretté la limitation des marchés interbancaires pour certaines banques et les différences dans les conditions de financement des entreprises de taille différente. M. IOZIA (GR II, IT) a estimé que la mise en place d'une union bancaire était en soi une avancée très importante, mais a exprimé des doutes au sujet de l'efficacité de la surveillance d'un nombre de banques très élevé, soutenu sur ce point par Mme MADER (GR III, FR). M. KALLIO (GR III, FI) a évoqué la situation bancaire en Chine et aux Etats-Unis, M. VAN IERSEL (GR I, NL) a insisté sur la nécessité de rétablir la confiance entre les acteurs économiques et d'améliorer le bilan du secteur bancaire. M. FARRUGIA (GR I, MT) a souligné le besoin d'actions décisives de la part de la Banque Centrale Européenne.

Dans son intervention en réponse, M. CONSTÂNCIO s'est dit d'accord avec le fait que les problèmes à régler sont d'une grande ampleur et a réitéré la détermination de la Banque Centrale Européenne à remplir sa mission, conférée par les Traités.

Point 21 de l'ordre du jour

Intervention de Mme Lucinda CREIGHTON, Ministre des Affaires européennes de l'Irlande, au nom de la présidence en exercice du Conseil de l'UE, sur les priorités de la présidence irlandaise du Conseil de l'UE

Mme CREIGHTON a prononcé le discours repris dans l'annexe II.

Lors de l'échange de vues, M. JAHIER (IT), président du Groupe III, a exprimé son soutien fort à la présidence irlandaise et l'a félicitée pour son programme et les résultats obtenus pour le redressement économique de son pays. En revanche, il a fait part de la grande insatisfaction engendrée par l'accord conclu au Conseil européen des 7-8 février sur le cadre financier pluriannuel. Il a également souligné qu'il ne fallait pas oublier l'aspect social des évolutions en Europe et ne pas être obnubilé par la reprise économique.

Plusieurs membres irlandais ont également pris la parole. Mme LOUGHEED (GR I), a souligné l'importance de mettre l'accent sur les citoyens, ainsi que le programme de la présidence le prévoit, et s'est dite préoccupée par le problème du chômage des jeunes et du soutien aux innovations.

M. O'RIORDAN (GR II) s'est enquis de l'approche de la présidence au sujet des euro-obligations, tandis que M. WALSHE (GR III) a exprimé lui-aussi sa déception au sujet de l'accord budgétaire et a attiré l'attention sur l'importance cruciale des décisions concernant la politique agricole commune.

Pour sa part, M. McDONOGH (GR I) a évoqué les problèmes de la stratégie numérique et de l'énergie, en félicitant la présidence pour son programme ambitieux.

Quelques autres intervenants ont également pris la parole: M. FORNEA (GR II, RO) a appelé la présidence à œuvrer pour la protection des droits des travailleurs mobiles, M. TRANTINA (GR III, CZ) s'est inquiété des moyens insuffisants octroyés pour la lutte contre le chômage des jeunes, comparativement à ceux pour la politique agricole commune, tandis que M. PEEL (GR I, UK) a estimé qu'il faudrait tirer pleinement avantage des accords de libre-échange en cours de négociation, notamment avec les Etats-Unis et le Japon.

Dans son intervention en réponse, Mme CREIGHTON a indiqué que le fait même d'avoir atteint un compromis sur le budget pluriannuel était très positif. Elle a réitéré la détermination de la présidence irlandaise à atteindre les objectifs de son programme, en rappelant plusieurs de ses priorités, notamment la croissance et la création d'emplois, surtout pour les jeunes, en rappelant à cet égard la "garantie emplois jeunesse", les mesures en faveur de la reprise économique et du retour de la

confiance dans le système bancaire. Mme CREIGHTON a estimé que la question des droits des travailleurs mobiles devrait être résolue, faisant part de l'expérience positive de l'Irlande à cet égard. Elle a aussi souligné l'importance de la politique commerciale européenne et des efforts pour la croissance et la compétitivité qui devraient se poursuivre.

Mme CREIGHTON a rappelé en conclusion l'importance des changements institutionnels au niveau européen en 2014, en formulant l'espoir d'une poursuite positive du projet européen et en faisant part de sa confiance concernant le rôle du CESE à cet égard, en tant que représentant de la société civile.

José Manuel Durão Barroso
Président de la Commission européenne

Une croissance durable pour une Europe plus forte

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

C'est pour moi un grand plaisir de participer à cette session plénière du Comité économique et social européen qui est un peu particulière puisque c'est la dernière à être présidée par Staffan Nilsson.

Et je voudrais remercier très chaleureusement Staffan pour l'excellente et fructueuse coopération qui s'est développée entre nos deux institutions dans une période turbulente et intense.

Staffan Nilsson a placé son action sous le thème de la mobilisation pour une Europe durable. Ce thème est toujours d'une actualité brûlante. Plus que jamais nous devons lancer toutes nos forces dans la bataille pour l'emploi et la croissance durable.

Un intellectuel français Jacques Lacan a dit que "la réalité c'est quand on se cogne." Le coup que nous a porté la crise nous a brutalement confrontés à la réalité d'un monde en profonde mutation où l'Union européenne doit, elle aussi, évoluer pour ne pas être marginalisée.

Il faut être capable de se réformer et de moderniser notre économie sociale de marché pour mieux la préserver. Il faut s'unir pour bâtir une croissance durable sur des bases saines. Et en cette période de nécessaires changements, le rôle des partenaires sociaux est plus que jamais primordial.

Les causes de la crise sont multiples. Notre réponse est globale. Notre objectif c'est d'avoir un secteur financier qui soit au service de l'économie réelle; des politiques gouvernementales qui permettent de promouvoir compétitivité et consolidation fiscale; et enfin une véritable Union économique et monétaire qui puisse résister face aux crises.

Partager une monnaie commune cela a des implications. Pour qu'une Union économique et monétaire soit compétitive, il lui faut de la cohésion et de la stabilité collective. Il lui faut de la discipline et de la convergence, de la responsabilité et de la solidarité.

Nous avons accompli, ces deux dernières années, d'importantes avancées sur ce chemin; des avancées qui étaient encore impensables avant la crise.

Nous avons renforcé la discipline budgétaire et approfondi la surveillance macroéconomique.

Nous avons créé un cadre permanent pour gérer les crises avec le Mécanisme européen de stabilité.

Nous avons franchi un premier pas décisif vers une union bancaire en décidant d'un mécanisme de supervision bancaire supranationale, élément indispensable pour prévenir d'autres crises.

La Banque centrale européenne a également joué un rôle important en particulier avec l'annonce sur les OMT (Outright Monetary Transactions).

Enfin, et cela est crucial, les Etats Membres se sont sérieusement engagés sur le chemin de la consolidation fiscale et des réformes structurelles. Et je voudrais notamment saluer les considérables efforts entrepris par les pays sous programme d'assistance financière.

L'ensemble de ces différents facteurs nous a permis de commencer à redresser la barre pour mieux tenir ensemble le cap que nous nous sommes fixés.

Le pire pronostiqué par certains n'est pas arrivé. Il n'y a pas eu d'éclatement de la zone euro. La Grèce est toujours parmi nous et y restera. Les marchés de la dette souveraine se sont stabilisés. Les déficits sont en baisse. Les exportations ont redémarré, par exemple au Portugal avec plus 4.6% en volume en 2012 ou bien encore en Espagne avec plus 3.3%.

Ce n'est donc pas le moment de relâcher nos efforts! Plus que jamais nous devons tous faire preuve de détermination, de sang-froid et agir sur le long terme.

Tout ce que nous pouvons dire aujourd'hui c'est que : oui nous sommes sur la bonne voie et oui nous devons persévérer sur cette voie.

Ce sera un travail de longue haleine, un travail exigeant, dans un environnement qui reste très incertain.

Nous devons maintenant confirmer et inscrire dans la durée ces tous premiers résultats.

Nous devons continuer à progresser vers une véritable Union économique et monétaire. Et cette année, la Commission fera notamment des propositions pour un mécanisme unique de résolution bancaire et pour un instrument de convergence et de compétitivité.

Oui, ensemble nous devons maintenir la dynamique de réforme tout en nous mobilisant pour l'emploi et la croissance.

Chers amis,

Il est clair que le renforcement de la cohésion de l'Union économique et monétaire et la stabilisation financière sont des éléments indispensables à la compétitivité.

Et stimuler la compétitivité est essentiel pour créer des emplois durables, améliorer durablement le niveau de vie en termes économiques et assurer durablement la cohésion sociale.

A cet égard, la brutale réalité des chiffres est là pour nous rappeler que l'urgence est plus que jamais présente et que des réformes de fonds doivent encore être accomplies.

Aujourd'hui en Europe, 26 millions de femmes et d'hommes sont au chômage et près d'un quart de la population européenne est menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Derrière ces chiffres, ce sont de véritables drames sociaux et économiques qui se vivent dans plusieurs Etats membres.

C'est la raison pour laquelle, dans l'Examen annuel de croissance 2013, la Commission a clairement mis l'accent sur la lutte contre le chômage et la protection des plus vulnérables.

Le taux de chômage des jeunes – qui représente plus du double de celui des adultes - est particulièrement préoccupant. Il y a véritablement urgence à agir!

Nous tous – institutions européennes, gouvernements, partenaires sociaux, employeurs – avons l'obligation de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter à l'Europe une "génération perdue". Si nous échouons, ce sera un véritable désastre économique et social. Un désastre humain.

C'est pourquoi la Commission a lancé un ensemble d'initiatives pour la formation et l'emploi des jeunes.

C'est pourquoi nous avons mis en place des actions pour assister les 8 Etats membres avec les plus forts taux de chômage des jeunes, en transférant des fonds de l'UE vers des programmes de soutien et de formation à l'emploi.

C'est pourquoi nous avons invité les Etats membres à établir une Garantie pour la jeunesse permettant aux jeunes de moins de 25 ans de bénéficier d'une offre d'emploi, de reprise d'études ou de complément de formation dans les quatre mois suivant le début de leur période de chômage ou leur fin de scolarité.

Assurer des niveaux d'emploi et de cohésion sociale élevés c'est déjà depuis 2010 l'un des grands objectifs de la stratégie Europe 2020 pour stimuler notre potentiel de croissance dans l'économie mondialisée du 21^{ème} siècle. Une stratégie adoptée à l'unanimité par tous les Etats membres.

Tous se sont engagés à miser sur l'éducation, stimuler la recherche et l'innovation, renforcer les politiques de l'emploi, passer au numérique, supprimer les obstacles dans les industries de réseaux, ou bien encore exploiter la croissance verte parce que ce sont là des réformes structurelles clés pour la compétitivité européenne.

Et ce sont là des réformes que nous devons encore accomplir! Nous ne pouvons pas perdre de temps. Tous les leviers de croissance dont nous disposons doivent être maintenant actionnés, de la mise en œuvre des Actes du marché unique jusqu'à l'utilisation plus ciblée des fonds structurels.

Ladies and Gentlemen,

Agreeing the Europe 2020 strategy was certainly the easier part. Now we need to work all together on its delivery, day after day.

It is highly time to show the same speed and determination in implementing our growth agenda as we have already shown in fiscal consolidation.

And let me say here a few words on the next European budget, which is also the tool to support investment in our growth agenda.

The European Commission's proposal was ambitious, yet realistic. It was dedicated to growth and reform; to investment and economic, social and territorial cohesion between Member States and within Member States. And let me thank you for your strong support to this proposal.

But, as you know, last Friday, after a difficult negotiation, the Heads of State and Government reached a political agreement that is certainly less ambitious. And I understand your disappointment. That said this political agreement can still be an important catalyst for growth and jobs.

We managed to maintain a number of important and innovative elements, including the Connecting Europe Facility for top-notch European infrastructure in our Single Market; as well as the key elements of a modernised cohesion policy and a common agriculture policy to invest in growth and jobs. We will also be able to invest more than in the past in some key areas such as research and innovation - with the programme Horizon 2020 - and education and training with Erasmus for All.

And let me underline in particular the agreement reached on a Youth employment initiative. It builds on the action the Commission launched last year with 8 Member States. It will also fund the Youth guarantee and other measures at European and national level to fight against the unacceptable levels of youth unemployment.

I am also pleased that we managed to preserve the aid programme for the most deprived people.

To sum up, we have a political agreement. It is not a perfect one. But it is the highest possible level of agreement that the Heads of State and Governments could reach at unanimity. It offers a basis for negotiations with the European Parliament. And one essential condition for this agreement to work is the maximum possible flexibility to adapt to changing development.

What is important now is to get the final deal done, so that we can create the stability and predictability for the financial framework that the beneficiaries and investors in the Member States need. This is a question of ethics of responsibility.

The fact is that so far the European Union has been using the crisis as a unique opportunity to promote a long-overdue reform agenda. As I have said, its impact can be seen in the very significant progress made in the European economic governance over the last two years.

It can be seen as well in the profound restructuring of our economies, which is politically challenging and socially demanding, but necessary to lay the foundation for future sustainable growth and competitiveness.

All this means that there is no looming inexorability of marginalisation and decline of Europe's influence but rather the pressing need for more rapid adaptation to shifting strategic, economic and social trends.

All this means that we have to keep up the course of reforms and get our act together. Our citizens are in need of a unified and capable Europe. They need that we properly match ambitions, decisions and actions.

Only a united, cohesive and strong Europe has the leverage and strength to defend our values and promote our interests in the world.

Pulling closer together and getting our act together in a more coherent and efficient way is key to ensure stability and prosperity in Europe and to affirm our influence on the global stage.

We know that it is important that we succeed not only for us but also for the rest of the world.

A European Union that stands by its founding values, and that embodies open economies, open democracies and open societies, remains more than ever an indispensable partner to shape the world into a fairer, rules based and human right's abiding place.

The world needs a European Union that seeks cooperative solutions for the problems facing the global commons, as we are doing with climate change and sustainable development.

The world needs a European Union, which, despite the economic downturn, remains the biggest aid provider.

The world needs a European Union that places the achievement of the Millennium Development Goals to reduce poverty by 2015 at its top and over-riding priority.

As you know the Commission is preparing a joint communication on the follow-up of Rio+20 and the post-2015 development agenda. And I am grateful for the work of your Committee, which has helped to make the stakeholder consultation for this Communication a success. Let me also say here that I fully support your request to organize a European Year for Development in 2015.

Ladies and gentlemen,

We still have to work much harder to use our wealth, our brainpower and creativity to create a new kind of competitiveness for the European Union in the 21st century global market; and to give a new lease of life to Europe's influence in this fast-changing world.

Jean Monnet once said : " Les Européens ne peuvent réaliser toutes les possibilités que la nature et l'histoire ont mises en eux que s'ils vivent au rythme de leur temps".

Let's go on working together for Europe and the next generations in this very spirit!

I thank you for your attention.

**Priorities of Ireland's Presidency of the Council of the European Union
Address by Minister of State for European Affairs
European Economic and Social Committee
14 February 2013**

President Nilsson,
Members of the Economic and Social Committee,
Colleagues,

I would like to thank you for the invitation to appear today to discuss the priorities for Ireland's Presidency of the Council of the European Union.

Ireland values the work of the European Economic and Social Committee and is committed to working closely and in partnership with you to advance our shared goal of delivering jobs and growth for Europe and its citizens as we have done in our previous Presidencies.

Ireland considers that active engagement between Civil Society and NGOs and Government is a necessity for a healthy and functioning democracy, whether at local, national or European level. As members of the EESC you play a critical role as a bridge between civil society and the European institutions. I would like to express my gratitude for the work of the Committee, and in particular the 9 Irish members of the EESC for their role in representing the views of Irish civil society.

In preparing for our Presidency the Irish Government engaged in dialogue with many stakeholders, including the EESC, and representatives of a broad range of NGOs and civil society organisations. We listened closely to what partners had to say and our programme reflects this. There is now an overwhelming desire to move beyond simply reactively fighting the effects of the crisis, towards creating the conditions for economic stability, recovery and employment creation in Europe. Our citizens want change, and we must respond decisively. It is time for us to implement decisions that have been agreed at the highest level, to work together to tackle the same problems that face most Member States, and to deliver tangible results for its citizens.

In drafting our Presidency programme we have sought to place people at the centre of everything that we are doing. One of the core objectives of the Irish Presidency is to promote a people-centred sustainable economic recovery. This is what the Irish Government is doing at home and it is what we are striving to do as Presidency. Rarely have Presidency priorities been so closely aligned with not just Irish, but many other Member States' national priorities. It means providing stability, recovery, skills and education and above all jobs. It means ensuring that Member States meet their Europe 2020 targets for productivity and social cohesion. In this regard, the Irish Presidency programme priorities closely reflect those of the EESC. The EU has proved in the past that it can deliver real and tangible change for its citizens. Now we must do so again.

2013 coincides with the 40th anniversary of Ireland's accession to the EU. This gives us an opportunity to reflect on the profound social and economic changes that have benefited the lives of people in Ireland.

European cohesion funds have provided a modern infrastructure for Ireland. The Single Market has

transformed our small economy into one of the world's most open, with a wide and diverse range of trading partners. But the most important benefits of membership have been felt by individual Irish citizens.

Education has been one of the main contributors to social progress in Ireland. Forty years ago 26,000 of our young people went on to third level education, today there are over six times that figure. Of these, thousands have benefited from studying abroad under the Erasmus programme, which was introduced in 1985 by the then Irish Commissioner, Peter Sutherland. The European Social Fund has invested over €6 billion in education, training and employment creation in Ireland. The Erasmus programme and the right to live, study and work across the EU have opened doors to Irish young people and for other Europeans coming to Ireland, and the exchange and confluence of new ideas has transformed Irish society and the Irish economy.

EU membership has also made Ireland a fairer and more equal society, where the rights of all citizens are guaranteed.

The experience of Ireland is not unique, but has been replicated across all Member States.

As we face into the future, we need to rediscover what the EU can achieve when its members and institutions act together to tackle shared challenges.

There is no greater challenge than the current economic crisis and the unacceptably high levels of unemployment -and in particular youth unemployment- that blight our continent. We cannot afford to fail in our responsibility to Europe's young people; we must act now to ensure that they can fully achieve their potential as citizens of the European Union.

This is why the Irish Presidency is aiming to make significant progress on the Youth Guarantee which was discussed at the informal meeting of Employment and Social Affairs Ministers in Dublin last week. The theme of the meeting was "Getting people into work" and it gave the Presidency an opportunity to discuss the views of Member States on the Commission's proposal for a Youth Guarantee. I know that the discussions last week were very fruitful and we hope to make significant progress in the negotiations ahead of the formal meeting of Ministers at the end of this month.

To create an environment that generates and sustains job creation, the Presidency is placing a strong emphasis on promoting a more stable economic environment. Economic stability will provide the foundation for recovery and a return to growth. One of our key priorities is the effective implementation of the European Semester process to ensure that Member States take the necessary reforms and actions to meet the Europe 2020 targets for smart and sustainable economic growth.

The Irish Presidency is also prioritising the Banking Union proposals to restore health to Europe's banking sector, to protect tax payers in the future by preventing a recurrence of past mistakes, and most importantly to get credit flowing again particularly to SMEs to generate growth and employment in Europe's economy.

SMEs are at the core of the EU economy. They are also therefore at the core of the Irish Presidency programme. We are working to ensure that SMEs have easier access to programmes such as COSME, to reduce their regulatory burden through smart regulation, and to provide enhanced business opportunities by streamlining public procurement rules.

The Presidency has also identified a number of cross-cutting areas which it considers can develop

long-term sustainable economic growth and jobs including for the EU's small and medium enterprise sector.

The Single Market is one of the great achievements of the EU. Access to the market has been a win-win situation for both business and the EU's consumers. But more needs to be done to ensure that Europe's Single Market delivers its full potential and exploits the possibilities presented by the new technologies. This is why the Presidency is placing a strong focus on completing the measures outstanding under the Single Market Act I. We look forward to the publication of the Single Market Act II measures. The Presidency programme also outlines how we are planning to drive the Digital Agenda to generate long-term growth, employment and other benefits, in areas such as education and accessibility.

The Presidency is also working to remove the remaining barriers that curb free movement across the EU by advancing negotiations on pensions portability, the enforcement of the rights of migrant workers and the mutual recognition of professional qualifications.

Ireland, as Presidency, is also placing a strong emphasis on education and training. The aim is to enable citizens across Europe to avail of the opportunities and possibilities that education can offer, regardless of age. I have already mentioned the Youth Employment package with its training and skills elements. At the EPSCO informal Ministerial meeting in Dublin last week discussed issues including ICT up-skilling for workers across the EU. Ireland is also seeking to secure agreement on the Erasmus for All programme. Making progress on the European Social Fund (ESF), the Programme for Social Change and Innovation (PSCI) and the European Globalisation Adjustment Fund (EGF) are also priorities.

The Presidency is also seeking to strengthen the EU's research and innovation sector through securing agreement on the Horizon 2020 package as well as completing the European Research Area.

In planning for jobs, growth and a better future for Europe's citizens, we must focus on a strong and robust infrastructure. Sustainable and interconnected networks are critical to Europe's social and economic development and are thus priorities for the Irish Presidency. The Connecting Europe Facility will determine how the Union's resources will be invested across Europe primarily in transport and energy infrastructures. The Presidency will also do all that it can to ensure that agreement is reached on cohesion funding at the earliest stage to underpin and support growth and job creation in communities and regions across the EU and to support greater equality and social cohesion.

The need to support jobs and growth – and to address the challenges of youth unemployment that the Union faces - was a major factor in last week's European Council discussion of the Union's Multiannual Financial Framework, the MFF.

I am glad to say that the MFF agreed last Friday has placed us on the right path in achieving this focus. It supports a continuing strong CAP, which gives vital support to the growing and job-creating agri-food industry. Substantial funding has been agreed for the area of Competitiveness for Growth and Jobs, with Erasmus and Research and Development being singled out for real growth.

A new Employment Initiative has been agreed, which includes a new dedicated youth unemployment line of €3 billion available to those Member States with youth unemployment rates above 25%. When added to the funding available under the European Social Fund, it brings targeted spending on youth unemployment to €6 billion. This is very welcome, especially for countries who have particularly suffered from the destruction of human potential that comes with youth unemployment.

As Presidency, it now falls to Ireland to gain the assent of the European Parliament to the MFF deal. The Parliament has made it clear that its agreement is not to be taken for granted, and its ambitions for the MFF did not exactly match those of the Member States. Nevertheless, there is some room for manoeuvre. As Presidency, we have engaged very closely with the Parliament on this and will continue to do so. I am sure that with flexibility and good will on both sides we will be able to reach agreement. This is a major goal of our Presidency.

The Presidency is also seeking to support future economic growth and protect jobs by opening up new markets for European business and exporters through advancing trade negotiations with key partners such as Canada, China, India and Japan.

The US remains one of the EU's most important bilateral trade partners and I was pleased that in his "State of the Union" speech earlier this week, President Obama gave his support for launching talks on a Transatlantic Trade and Investment Partnership. This is good news for the EU and the US and echoes the call from the European Council last week. Making real progress on this deal is a key priority for the Irish Presidency, and we will hold a special informal meeting of Trade Ministers in Dublin in April as part of that goal.

The Presidency programme seeks long-term sustainable growth that promotes and reinforces social cohesion. Economic development, social cohesion and progress on environmental issues are no longer standalone issues but are rather closely interdependent.

Resource efficiency, sustainable development and the green economy are also features of the Irish programme. In the Environment Council, securing agreement on the 7th Environment Action Programme and delivering progress in international negotiations, particularly on climate change, will be top priorities for the Presidency.

In parallel, the Presidency is driving forward reform of the Common Agriculture Policy and the Common Fisheries Policy to deliver long-term growth but also to assure a sustainable and safe future for both sectors. Ireland is also attaching strong importance to growth in the marine sector, including through the Atlantic Strategy to harness the wealth that Europe's seas possess in a sustainable way.

Europe also needs a safe, secure and sustainable energy supply to meet its future needs. As Member States move from traditional carbon energy sources to alternatives, especially renewable energy, the EU must play a key coordinating role. In April the Presidency is bringing both energy and environment ministers together for an informal meeting in Dublin to discuss some of these issues. This is one of the reasons why we look forward to reviewing the Opinion that the EESC is drafting on the economic effects of increased renewable technologies on the electricity system which will contribute to discussions on this issue.

The awarding of the 2012 Nobel Peace Prize to the EU serves as a reminder to us all of the values on which the Union was founded. As Presidency, we are working closely with the European External Action Service in placing a particular focus on development, humanitarian policy and fighting the global hunger crisis. EU Development Ministers met in Dublin earlier this week to discuss these topics and to begin looking at the post 2015 Development Framework.

I opened my remarks by outlining how we want our Presidency to be people-centred. The EU needs to work much more intensively to promote real and constructive dialogue and engagement with our citizens. As part of our Presidency focus on the European Year of Citizens, I discussed this issue at the informal Ministerial meeting that I chaired last month in Dublin. I was also honoured to share the stage with President Nilsson at the opening conference of the European Year of Citizens in January.

I am very interested in hearing from members of the Committee on how civil society can further bridge the gap that exists between Brussels and citizens across the EU. The EESC plays a unique role in the EU and your contribution to this ongoing debate is key.

Ireland is now almost two months into its Presidency. Our overriding objective is to serve the EU and its citizens by driving forward positive change and managing the work agenda of the Union as a fair and honest broker. We are strong believers in the EU, and its power for positive change. We are also firmly of the view that the EU is at its most effective and strongest when we work together to achieve results. This is why we will continue to work to reach solutions that involve all Member States and to reach agreement through the Community method of decision-making. The challenges that we face are considerable, but the EU has demonstrated in the past what it can achieve. If we continue to stand together we can again achieve real results.

President Nilsson, in your own programme for the Presidency of the EESC, I know you highlighted the ideas of sustainability and growth. I want to thank all members of the EESC for your continued support and reaffirm that we look forward to working together to achieve our joint goals of delivering a better future for Europe's citizens.